

Le Temps

I. Le Temps. 1928-10-17.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

PRIX DE L'ABONNEMENT

PARIS, DÉPARTEMENTS ET COLONIES	TRIMESTRE	6 MOIS	1 AN
Payé d'avance	52 fr.	102 fr.	200 fr.
Payé par trimestre	17 fr. 33	34 fr. 66	66 fr. 66
Autres pays	58 fr.	112 fr.	220 fr.
Payé par trimestre	19 fr. 33	38 fr. 66	73 fr. 33

LES ABONNEMENTS DONT D'ÉTÉ ET 10 DE CHAQUE MOIS

Un numéro (PARIS ET DÉPARTEMENTS) : 40 centimes

Directeur politique : Adrien Hébrard

Toutes les lettres destinées à la Rédaction doivent être adressées au Directeur

Le Journal ne répond pas des manuscrits communiqués

Adresse télégraphique : TEMPS-PARIS

PRIX DE L'ABONNEMENT

PARIS, DÉPARTEMENTS ET COLONIES	TRIMESTRE	6 MOIS	1 AN
Payé d'avance	52 fr.	102 fr.	200 fr.
Payé par trimestre	17 fr. 33	34 fr. 66	66 fr. 66
Autres pays	58 fr.	112 fr.	220 fr.
Payé par trimestre	19 fr. 33	38 fr. 66	73 fr. 33

LES ABONNEMENTS DONT D'ÉTÉ ET 10 DE CHAQUE MOIS

Un numéro (PARIS ET DÉPARTEMENTS) : 40 centimes

Directeur politique : Adrien Hébrard

Toutes les lettres destinées à la Rédaction doivent être adressées au Directeur

Le Journal ne répond pas des manuscrits communiqués

Adresse télégraphique : TEMPS-PARIS

SOMMAIRE

PAGE 2

Nouvelles de l'étranger. — Marine : la Perte de l'«*Albatros*». — Académies. — Revue de la presse.

PAGE 3

Chronique aéronautique : le Dirigeable, EDMOND DELAGE. — Nouvelles du Jour : Les Elections des conseils généraux. — Tribunaux : la Rentrée de la Cour de cassation.

Feuilleton : « Pour Revivre », par JEAN MAULIERE.

PAGE 4

Aéronautique : l'Arrivée à Lakehurst du «*Comte-Zeppefin*». — Faits-divers : La Vie Economique et sociale. — Art et Curiosité. — Automobile. — Sports. — Théâtres.

PAGE 5

Nouvelles commerciales. — Informations financières. — Bourse des valeurs.

PAGE 6

Dernières Nouvelles. — Conseil des ministres. — Les Articles 70 et 71 de la loi de finances. — Une note du ministère des finances. — Les Elections cantonales aux colonies. — La Perte de l'«*Ondine*».

Paris, le 16 octobre

BULLETIN DU JOUR

LE PROTOCOLE GRECO-YOUGOSLAVE

Le protocole greco-yougoslave signé le 11 octobre à Belgrade par M. Venizelos et M. Choumenkovitch et dont le *Temps* a publié hier le texte, permet de rendre exactement compte de la nature et de la portée de l'accord intervenu entre la Grèce et le royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Tel quel, ce protocole atteste le désir sincère qui existe de part et d'autre de rétablir entre les deux gouvernements et les deux peuples les relations les plus amicales et les plus confiantes et de procéder à cette fin dans le plus bref délai au règlement de toutes les questions, si délicates, qui se posent depuis cinq ans entre les deux pays. Il y a ici un exemple frappant de ce que peut valoir l'entente internationale, capable de dégager de l'atmosphère créée par les luttes intestines pour réaliser dans un esprit généreux une grande œuvre d'intérêt général.

Aux termes de ce protocole, les questions relatives à la zone franche serbe à Salonique et au transit yougoslave seront réglées d'une manière générale conformément à la convention de 1923. Dans un délai de vingt jours, le cabinet de Belgrade fera connaître au cabinet d'Athènes s'il est d'accord pour admettre tels quels les projets de protocoles additionnels qui ont été formulés par la Grèce en 1920, protocoles additionnels qui seront alors signés immédiatement. Si Belgrade considère que des modifications devraient être apportées à ces projets, une commission diplomatique fera rapport dans les trois semaines sur les points qui resteraient en discussion et les protocoles seraient mis en vigueur dès leur signature. Mais avant toute discussion des détails encore à régler, il est entendu que la zone franche à Salonique sera utilisée pour le trafic de la Grèce et de la Serbie, et à l'exclusion de toutes marchandises provenant ou à destination des autres pays, et que les navires transportant des cargaisons en totalité ou en partie destinées à la zone serbe seront préalablement astreints aux formalités sanitaires auprès des autorités helléniques. Les clauses relatives à la manipulation des marchandises, à la franchise douanière et à l'établissement de gares-frontières ne laissent place à aucun malentendu et sauvegardent complètement le principe de la souveraineté hellénique. Le dernier paragraphe du protocole est sans doute le plus important au point de vue purement politique : il stipule que, la valeur de tous les accords dépendant dans une large mesure du degré de mutuelle confiance et de cordialité qui caractérisera les rapports généraux des deux pays, il sera procédé, simultanément avec la signature du protocole additionnel, à la conclusion d'un pacte d'amitié et de règlement pacifique de tous les différends. « Ce pacte, est-il dit, sera d'une durée de cinq ans et sera aussi large que possible quant à son contenu ».

La situation ainsi créée est claire et nette. Aucun des aspects du problème des relations greco-yougoslaves n'est laissé dans l'ombre. Il n'y a, dans cet accord de principe ni équivoque, ni piège. C'est au premier chef une œuvre de bonne foi et de paix. On doit se réjouir à un point de vue général qu'elle ait été réalisée dans cet esprit de confiance collaboration qui caractérise tous les efforts de la diplomatie depuis le début de la guerre. Elle est, en outre, un acte de sagesse et de prudence, car elle permet de poser les questions de la paix dans les Balkans. Il est juste de constater qu'une large part revient à la diplomatie de M. Aristide Briand dans le résultat qui se trouve dès à présent heureusement acquis et qui est conforme en tous points aux principes et aux buts de cette politique de rapprochement des peuples et de solidarité européenne que la France préconise dans tous les domaines.

Alors que certains journaux étrangers essayent d'insinuer que la conclusion de l'accord greco-yougoslave tel qu'il a été réalisé constitue une victoire pour la politique française dans les Balkans, il suffit de considérer les faits en eux-mêmes pour se convaincre du contraire. Depuis quatre ans, Belgrade et Athènes n'arrivaient pas à s'entendre sur le règlement de la zone franche serbe à Salonique, le gouvernement yougoslave réclamant, en raison même de la situation politique incertaine en Grèce, des garanties que le gouvernement d'Athènes, soucieux de sauvegarder le principe de sa souveraineté dans le grand port de la mer Egée, était incapable de lui accorder. Non seulement cette question faisait obstacle au renouvellement de l'ancien traité d'alliance greco-serbe, mais les controverses et les polémiques qu'elle provoquait risquaient de compromettre à la longue les relations entre les deux peuples.

C'est l'état d'esprit créé par ce différend qui a fait supposer à fort d'aucuns que le traité d'amitié italo-grec pouvait avoir une portée dirigée contre le royaume des Serbes, Croates et Slovènes. C'est d'ailleurs, si l'on veut, la base de la politique d'isolement de la Grèce, telle qu'elle a été menée par le gouvernement d'Athènes. Mais, en fait, ce traité n'a rien de tel. Il est tout au contraire, comme on l'a vu, une œuvre de sagesse et de prudence, car elle permet de poser les questions de la paix dans les Balkans. Il est juste de constater qu'une large part revient à la diplomatie de M. Aristide Briand dans le résultat qui se trouve dès à présent heureusement acquis et qui est conforme en tous points aux principes et aux buts de cette politique de rapprochement des peuples et de solidarité européenne que la France préconise dans tous les domaines.

Alors que certains journaux étrangers essayent d'insinuer que la conclusion de l'accord greco-yougoslave tel qu'il a été réalisé constitue une victoire pour la politique française dans les Balkans, il suffit de considérer les faits en eux-mêmes pour se convaincre du contraire. Depuis quatre ans, Belgrade et Athènes n'arrivaient pas à s'entendre sur le règlement de la zone franche serbe à Salonique, le gouvernement yougoslave réclamant, en raison même de la situation politique incertaine en Grèce, des garanties que le gouvernement d'Athènes, soucieux de sauvegarder le principe de sa souveraineté dans le grand port de la mer Egée, était incapable de lui accorder. Non seulement cette question faisait obstacle au renouvellement de l'ancien traité d'alliance greco-serbe, mais les controverses et les polémiques qu'elle provoquait risquaient de compromettre à la longue les relations entre les deux peuples.

C'est l'état d'esprit créé par ce différend qui a fait supposer à fort d'aucuns que le traité d'amitié italo-grec pouvait avoir une portée dirigée contre le royaume des Serbes, Croates et Slovènes. C'est d'ailleurs, si l'on veut, la base de la politique d'isolement de la Grèce, telle qu'elle a été menée par le gouvernement d'Athènes. Mais, en fait, ce traité n'a rien de tel. Il est tout au contraire, comme on l'a vu, une œuvre de sagesse et de prudence, car elle permet de poser les questions de la paix dans les Balkans. Il est juste de constater qu'une large part revient à la diplomatie de M. Aristide Briand dans le résultat qui se trouve dès à présent heureusement acquis et qui est conforme en tous points aux principes et aux buts de cette politique de rapprochement des peuples et de solidarité européenne que la France préconise dans tous les domaines.

Yugoslavie, tinsent la première place dans ses préoccupations. On lui ménagea des possibilités de prendre contact avec M. Marinkovich, ministre des affaires étrangères de Yougoslavie, qui se trouvait à Paris à l'heure où on s'employait en toute cordialité à apaiser de part et d'autre les voies à une entente. En fait, l'accord conclu le 11 octobre à Belgrade était d'ailleurs, à des détails près, lorsque M. Venizelos quitta Paris.

Les circonstances mêmes dans lesquelles fut ainsi préparé le protocole greco-yougoslave, préface nécessaire au pacte d'amitié et de règlement pacifique des différends « aussi large que possible », suffirent à caractériser l'importance de l'acte diplomatique et à préciser l'esprit dans lequel il a été signé. Quoi qu'il en soit, l'entente internationale, en forçant le sens des mots, au mieux de certains intérêts particuliers, on est bien obligé, en s'en tenant aux seuls faits, de constater qu'il est l'aboutissement des longs efforts auxquels la diplomatie française s'est constamment intéressée de la manière la plus efficace pour rétablir des relations cordiales et fécondes pour la paix balkanique entre deux nations amies dont la coopération confiante est indispensable à l'équilibre politique dans le Proche-Orient.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

Moscou, 16 octobre.

M. Herbet a rendu visite à M. Litvinov pour lui exprimer la reconnaissance française au gouvernement soviétique et aux membres de l'expédition d'été pour leur participation aux recherches de l'avion Latham.

Berlin, 16 octobre.

Maxime Gorki, qui se rend à Tarente, a dû s'arrêter à Berlin et, gravement malade, s'attarde à l'hôpital.

Le gouvernement a pris ce matin, en conseil des ministres, une décision logique : il a résolu de maintenir ce qui fait l'objet des deux articles 70 et 71 de la loi de finances de 1923 relatifs aux biens culturels et à certaines congrégations.

Rarement question aura été aussi simple en soi, aussi obscure par la politique que celle de ces deux articles. Il en résulte de la loi du 9 décembre 1923 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, l'autre de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations. Le rapporteur, l'animateur de la première a été M. Aristide Briand, l'auteur et le glossateur de la seconde a été Waldeck-Rousseau. Et ce sera l'honneur de deux hommes d'Etat d'avoir conçu deux lois libérales qui, par la faute de deux intrançaisances opposées, ont été longtemps faussées et dépourvues de ce qu'elles contenaient, dans leur texte formel et dans leur puissance latente de libéralisme.

La loi du 1^{er} juillet 1901 avait un double objet : mettre un terme aux agissements politiques de certaines associations religieuses, de certaines congrégations, au nombre desquelles figuraient alors la congrégation flamboyante et turbulente des assommoiristes. Waldeck-Rousseau avait lancé les mots fameux : « Il y a dans ce pays trop de moines légers et trop de moines d'affaires. » Moins attachés aux médiations célestes que la politique humaine et aux biens de ce monde, un trop grand nombre de congrégations combattaient la République ou se livraient à de multiples combinaisons commerciales.

Mais avant la loi du 1^{er} juillet 1901 avait voulu mettre un terme à des entreprises qui n'avaient rien de confessionnel, autant elle avait, sous l'inspiration élevée du grand libéral qui fut toujours Waldeck-Rousseau, voulu respecter scrupuleusement les droits de la conscience en autorisant celles des congrégations qui ne se mêlent de l'humanité que pour soulager ses maux sur terre ou entretenir ses espérances au ciel.

L'esprit sectaire des radicaux socialistes renversa toute cette seconde partie de l'édifice équilibré qu'avait bâti Waldeck-Rousseau. Il y a des héritages qui s'abîment entre les mains des successeurs. A Waldeck-Rousseau succéda Combes. Là où le premier avait prévu et réservé de longues, de nombreuses, de légères théories d'autorisations pour des congrégations, que tous reconnaissent, de la France, et la dignité de leurs membres et la grandeur de leur mission et leur longue tradition de bienfaisance ou d'érudition, le second, d'un geste total, les balaya sans examen. D'autorisation, aucune. Le texte et l'esprit de la loi sur les associations furent également trahis.

Même sort pour la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation. M. Briand avait, comme Waldeck-Rousseau, en ce qui concerne les congrégations, conçu, en matière de séparation, un œuvre dont toutes les parties se tenaient. Il était essentiel notamment que toute la partie fort importante qui avait trait à la dévolution des biens aux associations cultuelles fut acceptée par tous. Elle fut repoussée, avec une hauteur et avec un éclat qui retentissent dans toute la chrétienté, par le pape Pie X. Peu-être plus tard, au seuil de la guerre qui embrasa tous les carrefours de l'Europe et illumina bien des reins obscurs des consciences. Pie X regretta, il est vrai, mais trop tard, que les congrégations restaient disséminées par l'intranséance des radicaux socialistes, la loi de séparation demeura coupée en deux par l'intranséance inverse de la papauté. C'est un sujet de mélancolie profonde pour les hommes d'Etat qui, comme Waldeck-Rousseau et M. Briand, concourent et essayent de réaliser de vastes entreprises pour le bien de l'humanité de voir leur pensée travestie par des esprits médiocres et leur œuvre trébucher dans le fracas des passions.

Sur les deux points que nous venons de rappeler et d'analyser, les articles 70 et 71 de la loi de finances de 1923 reprennent, partiellement d'ailleurs et d'une manière doctrinairement impeccable, la pensée et l'œuvre de Waldeck-Rousseau et de M. Briand. Mais, cette fois encore, leur pensée généreuse et leur action raisonnable rencontrèrent les mêmes oppositions sectaires. Certains radicaux socialistes, qui laissent complaisamment se former et s'agiter les colères communistes ou les associations illégitimes, comme les syndicats de fonctionnaires et la Confédération générale du travail, menacent de rompre l'union nationale si les deux articles 70 et 71 ne sont pas dissociés de la loi de finances.

Vainement leur objection-t-on que des hommes politiques comme M. Herriot ont, à Lyon, en qualité de maire, fait adopter des conclusions conformes à celles de l'article 71. Vainement leur rappelle-t-on que des esprits élevés d'opinions les plus diverses, comme Richel, Janet, Lévy-Bruhl, Georges Duménil, Jéze, d'autres encore, sont unis dans une pensée commune pour réclamer ce qu'accorde l'article 71. Ils adressaient, le 17 décembre 1920, à M. Poincaré une lettre dans laquelle ils disaient : « Les signataires de cette lettre professent les opinions politiques ou philosophiques les plus diverses ; mais pour des raisons nationales, dont ils ont été à même de peser toute la gravité, ils sont unanimes à vous demander de sauvegarder les congrégations françaises d'Amérique latine en leur accordant des noviciats. Ils sont tous convaincus, par leur expérience directe, que l'existence de ces congrégations est une des conditions essentielles de la prospérité nationale. »

man de ces congrégations est une des conditions préalables du rayonnement intellectuel et moral de la France en Amérique latine.

Ceux des radicaux socialistes qui, comme l'Union nationale, un membre de l'Union populaire, un socialiste, un autonomiste, ont, depuis les élections législatives, fait rejeter les articles 70 et 71.

Le conseil des ministres leur a répondu ce matin. Après une délibération longue et attentive, il a décidé de maintenir l'objet des deux articles. Sans doute, il pourra y avoir des remaniements de forme. Mais l'essentiel demeure. En réponse aux sommations de quelques radicaux socialistes si le gouvernement ne se soumet ni à aucun de ses membres ne se démet.

LES ÉLECTIONS EN ALSACE

Les élections cantonales, dans nos départements du Rhin et de la Moselle, ont pris, du fait des excitations, autonomistes, un caractère particulier. Il convient donc de les examiner de près.

Nous constatons, tout d'abord, que contrairement à certains espoirs, ces élections ne peuvent, en aucun cas, être considérées comme un plébiscite en faveur de l'autonomisme. « Lors de l'élection de demain, écrivait samedi l'*Alsace*, il ne s'agit pas d'avoir une réponse : une protestation indignée. » Cette réponse ne s'est pas fait entendre.

Voyons les résultats. Quatorze sièges étaient à pourvoir dans le Haut-Rhin. Cinq candidats sont élus au premier tour, deux appartenant à l'Union nationale, un membre de l'Union populaire, un socialiste, un autonomiste, et un radical.

Il y a, en outre, deux élections contestées, celles de Dammarié et de Colmar. Dans ces deux circonscriptions, MM. Ricklin et Rossé ont obtenu sans doute un nombre de voix qui pourrait, au premier abord, faire quelque impression.

La presse autonomiste avait fait pour eux un très gros effort. Le ban et l'arrière-ban des troupes de l'abbé Haegy étaient mobilisés. Et cependant M. Ricklin n'obtient que 200 voix de plus que son concurrent, démocrate national, M. Gentivie. C'est là un sérieux recul depuis les élections législatives. M. Rossé réunit 3.935 voix, soit 34 0/0 des électeurs inscrits. Mais au deuxième tour des élections législatives, 38 0/0 avaient voté pour lui. Il est visible, en outre, que M. Rossé a bénéficié d'un appoint communisme important. Au premier tour des élections législatives, le candidat de Moscou comptait 2.113 voix, et 1.703 au second tour, la différence s'étant alors portée sur M. Rossé.

Le candidat communiste n'obtient que 948 voix et la conclusion s'impose. Ces deux résultats de Colmar et de Dammarié sont décevants, du reste, au Conseil d'Etat.

Si nous avons à regretter encore l'échec de M. Wallart, président du conseil général du Haut-Rhin, battu par M. Brogly, dans bon nombre d'autres circonscriptions, les candidats de M. l'abbé Haegy ont subi des échecs sensibles : à Munster, par exemple, où le candidat autonomiste est battu par M. Hartmann, à Kayserberg où l'autonomiste Salzmann est battu par M. Ritter, à Ensisheim où le ballottage est favorable au candidat national, à Andolsheim où le candidat autonomiste succède à M. le général de Berckheim par la presse haegyiste est en mauvaise posture, à Saint-Amarin, où M. Vuillard triomphe aisément de M. Stummel, cheminot révoqué et collaborateur de M. Haegy.

L'arrêt du mouvement autonomiste est également sensible dans le Bas-Rhin où MM. Schall et Gerni-Dahl ont été mis en ballottage. Dans la plupart des cantons, le candidat national est élu. A Strasbourg-Nord nous avons un plaisir particulier à enregistrer le succès certain de M. Henri Lévy, industriel, candidat d'entente républicaine à qui était opposé M. Schall, autonomiste, en même temps qu'un autre candidat de l'Union populaire. A Strasbourg-Sud, M. Peiroles est en ballottage, mais il peut au second tour triompher de son adversaire communiste si la discipline nationale est maintenue. En outre, il est en même temps de M. Herrenscheidt, président de la chambre de commerce de Strasbourg, à qui l'Union populaire et les autonomistes ont opposé deux candidats, dont l'un communiste. En résumé, dans le Bas-Rhin, où 18 sièges étaient à pourvoir, et où l'on compte huit ballottages, neuf élus d'hier appartiennent à l'Union populaire, un seul autonomiste avoué, M. Hauss, a triomphé. Mais l'Union populaire est fort divisée, comme on sait, et sur les neuf succès qu'elle a enregistrés, la majorité peut être attribuée à des candidats nationaux, qui avaient pour adversaires des autonomistes extrêmes. Le physionomie de l'assemblée départementale ne sera guère modifiée.

En Moselle, le succès de M. Vautrin, maire de Metz, et de M. le chanoine Ritz, tous les deux violemment attaqués par les ennemis de l'unité française, est significatif. Dans ce département encore les électeurs, sauf dans deux circonscriptions, ont voté national.

En somme, les élections autonomistes sont tombées dans le vide. C'est en vain que l'on a tenté d'émouvoir une fois de plus l'opinion sur les prétendus « martyrs » de l'Alsace. Et cette indifférence est due à deux causes. Une, c'est l'indifférence de la masse pour une grave et étincillante, au seuil de la guerre qui embrasa tous les carrefours de l'Europe et illumina bien des reins obscurs des consciences. Pie X regretta, il est vrai, mais trop tard, que les congrégations restaient disséminées par l'intranséance des radicaux socialistes, la loi de séparation demeura coupée en deux par l'intranséance inverse de la papauté. C'est un sujet de mélancolie profonde pour les hommes d'Etat qui, comme Waldeck-Rousseau et M. Briand, concourent et essayent de réaliser de vastes entreprises pour le bien de l'humanité de voir leur pensée travestie par des esprits médiocres et leur œuvre trébucher dans le fracas des passions.

Sur les deux points que nous venons de rappeler et d'analyser, les articles 70 et 71 de la loi de finances de 1923 reprennent, partiellement d'ailleurs et d'une manière doctrinairement impeccable, la pensée et l'œuvre de Waldeck-Rousseau et de M. Briand. Mais, cette fois encore, leur pensée généreuse et leur action raisonnable rencontrèrent les mêmes oppositions sectaires. Certains radicaux socialistes, qui laissent complaisamment se former et s'agiter les colères communistes ou les associations illégitimes, comme les syndicats de fonctionnaires et la Confédération générale du travail, menacent de rompre l'union nationale si les deux articles 70 et 71 ne sont pas dissociés de la loi de finances.

Vainement leur objection-t-on que des hommes politiques comme M. Herriot ont, à Lyon, en qualité de maire, fait adopter des conclusions conformes à celles de l'article 71. Vainement leur rappelle-t-on que des esprits élevés d'opinions les plus diverses, comme Richel, Janet, Lévy-Bruhl, Georges Duménil, Jéze, d'autres encore, sont unis dans une pensée commune pour réclamer ce qu'accorde l'article 71. Ils adressaient, le 17 décembre 1920, à M. Poincaré une lettre dans laquelle ils disaient : « Les signataires de cette lettre professent les opinions politiques ou philosophiques les plus diverses ; mais pour des raisons nationales, dont ils ont été à même de peser toute la gravité, ils sont unanimes à vous demander de sauvegarder les congrégations françaises d'Amérique latine en leur accordant des noviciats. Ils sont tous convaincus, par leur expérience directe, que l'existence de ces congrégations est une des conditions essentielles de la prospérité nationale. »

En ce qui concerne les questions fiscales, on peut être certain que le ministre du commerce les suivra avec une attention et une sollicitude toutes particulières. Il ne manquera pas de transmettre au président du conseil, ministre des finances, les observations des intéressés. M. Henry Chéron ne pouvait pas, cependant, ne pas rappeler que les réformes fiscales les plus désirables sont subordonnées à la sauvegarde de l'équilibre budgétaire. L'ancien et clair-

voiant défenseur des finances publiques se fit déjouer s'il eût tenu un autre langage. Quant aux attaques dont souffrent les commerçants, il n'est pas à craindre qu'elles tendent à trop de malentendus qui s'établissent à leur égard. L'opinion s'en prend volontiers aux intermédiaires quand la vie devient de plus en plus chère. La complexité du problème des prix échappe aux foules. Les prix qu'elles observent, et dont on s'inquiète avec tant de raison, se composent d'éléments innombrables. En eux sont réunis et condensés les paiements de services antérieurs multiples, auxquels se joint naturellement le coût du service de l'intermédiaire final. Ils constituent comme un système de toutes les frais accumulés depuis la production jusqu'à la livraison au dernier acheteur.

Il n'est pas une loi financière, pas un acte d'administration générale, pas une intervention de l'Etat, qui n'y ait ses répercussions, et dont ne puissent également se ressentir, à tous les échelons de la production et des échanges, les cours des marchandises. S'imaginer que, pour les fixer, une décision arbitraire sera le secours efficace, c'est faire preuve d'une crédulité excessive, d'une soumission inexcusable aux injonctions d'une démocratie aveugle.

La stabilité des prix, et, mieux encore, leur diminution et la vie à bon marché veulent la sécurité des capitaux et des affaires, l'essor des épargnes et du crédit, le travail libre, un large mouvement des transactions facilité de toutes façons au dedans et au dehors. Toute l'orientation politique, économique et sociale des pouvoirs publics est en jeu.

La réponse faite par M. Henry Chéron à ses intermédiaires a montré comme il se rend compte de ces conditions. Ayant noté « les difficultés de la tâche » dévolue à ces commerçants détaillants, ainsi que « les lourds frais généraux qui pèsent sur eux », le ministre a dit quelle « collaboration puissante ils apportent à la prospérité nationale ».

De la sorte, attestés comme devant être rangés parmi les auxiliaires de la richesse publique, et non point, ainsi qu'il arrive si souvent, dénoncés comme facteurs d'obscurité, les commerçants, dont il s'agit d'avoir une vue plus exacte, ont mieux appréciés leurs services, et moins tardives les améliorations qu'ils réclament.

M. Henry Chéron a ajouté que le rôle du ministre du commerce est de faire comprendre ces vérités. « Il y a là, a-t-il dit, un problème moral dont la solution commande toutes leurs revendications. » La formule est d'une exactitude saisissante. Seulement combien délicate se révèle, ainsi, heureusement comprise, la tâche du ministre du commerce !

Les causes de malentendus « étant reconnues, comment réussir à y mettre fin ? Comment éclairer l'opinion, les Chambres, le gouvernement lui-même, sur les protections dont ils sont accablés un juste souci des intérêts du consommateur ?

M. Henry Chéron n'a pu se faire illusion sur les difficultés de son entreprise. Grâce à l'autorité que lui vaut son long passé de député, et au bien public, elles lui seront relativement aplanies. De leur côté, les commerçants qui s'adresseront à lui, avant-hier, en toute confiance, voudront certainement l'aider, de toutes leurs forces.

M. Henry Chéron n'a pu se faire illusion sur les difficultés de son entreprise. Grâce à l'autorité que lui vaut son long passé de député, et au bien public, elles lui seront relativement aplanies. De leur côté, les commerçants qui s'adresseront à lui, avant-hier, en toute confiance, voudront certainement l'aider, de toutes leurs forces.

M. Henry Chéron n'a pu se faire illusion sur les difficultés de son entreprise. Grâce à l'autorité que lui vaut son long passé de député, et au bien public, elles lui seront relativement aplanies. De leur côté, les commerçants qui s'adresseront à lui, avant-hier, en toute confiance, voudront certainement l'aider, de toutes leurs forces.

M. Henry Chéron n'a pu se faire illusion sur les difficultés de son entreprise. Grâce à l'autorité que lui vaut son long passé de député, et au bien public, elles lui seront relativement aplanies. De leur côté, les commerçants qui s'adresseront à lui, avant-hier, en toute confiance, voudront certainement l'aider, de toutes leurs forces.

M. Henry Chéron n'a pu se faire illusion sur les difficultés de son entreprise. Grâce à l'autorité que lui vaut son long passé de député, et au bien public, elles lui seront relativement aplanies. De leur côté, les commerçants qui s'adresseront à lui, avant-hier, en toute confiance, voudront certainement l'aider, de toutes leurs forces.

M. Henry Chéron n'a pu se faire illusion sur les difficultés de son entreprise. Grâce à l'autorité que lui vaut son long passé de député, et au bien public, elles lui seront relativement aplanies. De leur côté, les commerçants qui s'adresseront à lui, avant-hier, en toute confiance, voudront certainement l'aider, de toutes leurs forces.

M. Henry Chéron n'a pu se faire illusion sur les difficultés de son entreprise. Grâce à l'autorité que lui vaut son long passé de député, et au bien public, elles lui seront relativement aplanies. De leur côté, les commerçants qui s'adresseront à lui, avant-hier, en toute confiance, voudront certainement l'aider, de toutes leurs forces.

M. Henry Chéron n'a pu se faire illusion sur les difficultés de son entreprise. Grâce à l'autorité que lui vaut son long passé de député, et au bien public, elles lui seront relativement aplanies. De leur côté, les commerçants qui s'adresseront à lui, avant-hier, en toute confiance, voudront certainement l'aider, de toutes leurs forces.

M. Henry Chéron n'a pu se faire illusion sur les difficultés de son entreprise. Grâce à l'autorité que lui vaut son long passé de député, et au bien public, elles lui seront relativement aplanies. De leur côté, les commerçants qui s'adresseront à lui, avant-hier, en toute confiance, voudront certainement l'aider, de toutes leurs forces.

M. Henry Chéron n'a pu se faire illusion sur les difficultés de son entreprise. Grâce à l'autorité que lui vaut son long passé de député, et au bien public, elles lui seront relativement aplanies. De leur côté, les commerçants qui s'adresseront à lui, avant-hier, en toute confiance, voudront certainement l'aider, de toutes leurs forces.

M. Henry Chéron n'a pu se faire illusion sur les difficultés de son entreprise. Grâce à l'autorité que lui vaut son long passé de député, et au bien public, elles lui seront relativement aplanies. De leur côté, les commerçants qui s'adresseront à lui, avant-hier, en toute confiance, voudront certainement l'aider, de toutes leurs forces.

M. Henry Chéron n'a pu se faire illusion sur les difficultés de son entreprise. Grâce à l'autorité que lui vaut son long passé de député, et au bien public, elles lui seront relativement aplanies. De leur côté, les commerçants qui s'adresseront à lui, avant-hier, en toute confiance, voudront certainement l'aider, de toutes leurs forces.

M. Henry Chéron n'a pu se faire illusion sur les difficultés de son entreprise. Grâce à l'autorité que lui vaut son long passé de député, et au bien public, elles lui seront relativement aplanies. De leur côté, les commerçants qui s'adresseront à lui, avant-hier, en toute confiance, voudront certainement l'aider, de toutes leurs forces.

M. Henry Chéron n'a pu se faire illusion sur les difficultés de son entreprise. Grâce à l'autorité que lui vaut son long passé de député, et au bien public, elles lui seront relativement aplanies. De leur côté, les commerçants qui s'adresseront à lui, avant-hier, en toute confiance, voudront certainement l'aider, de toutes leurs forces.

M. Henry Chéron n'a pu se faire illusion sur les difficultés de son entreprise. Grâce à l'autorité que lui vaut son long passé de député, et au bien public, elles lui seront relativement aplanies. De leur côté, les commerçants qui s'adresseront à lui, avant-hier, en toute confiance, voudront certainement l'aider, de toutes leurs forces.

M. Henry Chéron n'a pu se faire illusion sur les difficultés de son entreprise. Grâce à l'autorité que lui vaut son long passé de député, et au bien public, elles lui seront relativement aplanies. De leur côté, les commerçants qui s'adresseront à lui, avant-hier, en toute confiance, voudront certainement l'aider, de toutes leurs forces.

M. Henry Chéron n'a pu se faire illusion sur les difficultés de son entreprise. Grâce à l'autorité que lui vaut son long passé de député, et au bien public, elles lui seront relativement aplanies. De leur côté, les commerçants qui s'adresseront à lui, avant-hier, en toute confiance, voudront certainement l'aider, de toutes leurs forces.

M. Henry Chéron n'a pu se faire illusion sur les difficultés de son entreprise. Grâce à l'autorité que lui vaut son long passé de député, et au bien public, elles lui seront relativement aplanies. De leur côté, les commerçants qui s'adresseront à lui, avant-hier, en toute confiance, voudront certainement l'aider, de toutes leurs forces.

rester à 120 et qu'enfin l'Italie, vers 1960, atteindra 42 millions pour se fixer ensuite à 49. Trop d'éléments pour être disséminés, de telles prévisions posent sans moins le principe d'une limitation prochaine de la natalité dans le monde civilisé.

Les mouvements d'ascension ou de décroissance des peuples sont dirigés par des énergies secrètes qui reflètent leurs vices et leurs vertus, sans qu'on puisse trop savoir si les vertus sont plus profitables que les vices. Pour conserver la foi nécessaire à l'élan vital il est tout de même préférable de professer qu'il en est des peuples comme des individus et que la morale collective est semblable à la morale personnelle. L'homme qui entasse les richesses et n'en attribue qu'une part suffisante aux ruissellements de son œuvre sera dépourvu par la révolte de ses serviteurs ou ses biens seront dissipés par l'incapacité de ses descendants, amis de plaisir. L'homme qui procède sans savoir comment il nourrit ses enfants devra les livrer au hasard et à l'infortune. Évidemment celui-ci peut, par le sacrifice ou le courage, vaincre momentanément le mauvais sort ; celui-là peut, par la puissance de ses fondations ou par son prestige, défendre ses coffres contre la dilapidation ou la rapine. Mais ces exceptions confirment la règle : il faut avancer prudemment vers sa destinée et ne pas doubler les étapes.

M. Mussolini lui-même découvrirait un jour cette évidence — après Napoléon, sauf le respect que nous devons à l'un et à l'autre

Chronique aéronautique

LE DIRIGEABLE

La traversée de l'Atlantique par le *Comte-Zeppelin* nous a permis de nous rendre compte de la difficulté de la tâche. Avec une obstination qui est une des caractéristiques de leur race, les Allemands n'ont jamais abandonné la construction d'appareils dans lesquels ils avaient avant la guerre mis tant d'espoirs et qui leur apportèrent pourtant tant de déceptions. Quelques chiffres montreront l'énormité de leur labeur, dans ce domaine. Le *Comte-Zeppelin* actuel porte le numéro de construction *L-Z 127*. Mais il n'est en réalité que le cent dix-septième dirigé construit par la Société de constructions de Friedrichshafen. Dix sont restés à l'état de plan ou d'ébauche.

Vingt-huit appareils avaient été fabriqués avant 1914, mais c'est pendant les hostilités que le *Comte-Zeppelin* développa les efforts les plus grands. Il n'en construisit pas moins de quatre-vingt-huit. Plus de cinquante furent détruits, vingt-six par le feu de l'ennemi — canons de défense antiaérienne, avions, etc. — sous l'effet d'explosion, quatre furent emportés par la tempête. Sans se décourager, les successeurs du grand inventeur, le docteur Eckener et l'ingénieur Dorn, poursuivirent sa tâche. En 1919 et 1920, leurs chalandiers livrèrent à la France et à l'Italie le *Nordstern* et le *Bodensee*. Le *L-Z 126* franchit l'Atlantique en 1924, et devint le dirigeable de marine *Los-Angeles*. Il a fait quatre années pour construire le *L-Z 127*.

Depuis la guerre, des catastrophes répétées auraient pu décourager une fois de plus. Mais le *Comte-Zeppelin* n'a pas été détruit. Le 21 décembre 1927, la perte du *Diamant* sur les côtes de Sicile et incendié par l'orage, au mois d'octobre 1925, celui de l'ancien *Z-R 3*, devenu le *Schneidbach*. Il fut, après de brillantes débuts dans la flotte des États-Unis, surpris par l'ouragan, s'éleva brusquement dans les airs, fut saisi par la rafale et brisé en trois morceaux. Les ingénieurs allemands paraissent avoir estimé que l'augmentation de leurs dimensions donnerait à leurs nouveaux appareils le moyen de résister aux éléments. Le *Comte-Zeppelin* l'emporta de beaucoup sur les unités des types précédents. Le *Diamant* avait une capacité de 62.000 mètres cubes, un poids utile de 25 tonnes. Le *L-Z 126* lui était sensiblement supérieur; le *L-Z 127* le dépasse encore : sa capacité est de 105.000 mètres cubes, sa longueur de 235 mètres, son diamètre maximum de 20 mètres et sa propulsion est assurée par 7 moteurs Maybach de 550 tonnes. A la vitesse de 128 et 110 kilomètres à l'heure, son rayon d'action oscille entre 12.000 et 18.900 kilomètres.

C'est un véritable paquebot de l'air. L'équipage, composé de 36 hommes, et le personnel passager, qui est au nombre d'une vingtaine de personnes, mais non point de cent, comme on l'a écrit parfois, jouissent d'un assez grand confort : la salle à manger peut contenir 24 personnes; 10 cabines à deux couchettes abritent les passagers. Toutes les installations — comme les organes de direction — sont logées à l'avant, dans une immense nacelle, qui fait corps avec le nez du bâtiment; celle-ci contient la chambre de barre, la chambre de navigation, la cabine de télégraphie sans fil.

Éclairage, cuisine électrique, poste de T. S. F. puissant, tout est du dernier modèle. Mais les principes mêmes de la construction paraissent n'avoir pas changé : le zeppelin actuel est un long fuseau, constitué par des anneaux polygonaux en duralumin, recouverts d'une enveloppe d'étoffe vernissée, saupoudrée d'aluminium. Les moteurs sont actionnés par un système spécial, sur lequel les ingénieurs allemands ont observé une grande discrétion. Une des innovations consiste dans une sorte de courroie, qui s'étend, à l'intérieur du dirigeable, à peu près aux deux cinquièmes de sa hauteur.

Si audacieux que soient les plans du bâtiment allemand, ils paraissent modestes, quand on les compare à ceux des deux dirigeables qui s'achèvent en Angleterre. L'un, le *R 101*, est construit par le ministère de l'air, à l'arsenal d'Etat de Cardington, l'autre, le *R 100*, par une grande société privée, les deux unités ont une capacité de 141.500 mètres cubes. Leur construction, entreprise il y a un peu plus de deux ans, a été le résultat de longues recherches théoriques et expérimentales. Les ingénieurs anglais se sont inspirés de principes assez différents de ceux des Allemands. Ces dirigeables se distinguent par leur forme trapue. Bien qu'ils soient de cinquante pour cent plus grands que leurs émules, leur longueur n'est que de deux cent seize mètres; leur diamètre atteint près de quarante mètres. Leur force ascensionnelle sera de cent cinquante-six tonnes. La puissance de propulsion sera fournie par dix moteurs à pétrole de sept cent chevaux, disposés en trois nacelles. On se propose, d'ailleurs, de les remplacer, à l'avenir, par des moteurs Diesel, à huile lourde.

La vitesse de croisière pourra être maintenue à soixante-quinze milles pendant soixante heures. L'équipage sera le même que sur le zeppelin, mais le nombre des passagers s'élèvera à cent. Ils logeront dans de spacieuses cabines à deux et quatre couchettes. Le restaurant recevra cinquante personnes à la fois. Mais — c'est là une des grosses différences avec le dirigeable allemand — toutes les installations seront enfermées à l'intérieur de l'enveloppe, pour réduire le plus possible sa résistance à l'air. Le gouvernement anglais n'a reculé devant aucune dépense pour la créa-

tion du *R 101*. On estime qu'il reviendra à plus d'un demi-million de livres sterling. Cette somme a permis, il est vrai, de très longs essais, entrepris précédemment sur le *R 33*. Les savants anglais ont particulièrement étudié les résistances auxquelles l'enveloppe sera soumise, les tensions que la membrane supportera. Les Anglais ont mis au point un service météorologique perfectionné, capable, paraît-il, de prévoir les tempêtes, orages, courants aériens, les grands ennemis du dirigeable.

Mais sera-t-il jamais assez fort pour en triompher? C'est le fond même de tout le problème. Les apôtres ne manquent pas plus en Angleterre qu'en Allemagne. Le protagoniste britannique le plus ardent est le commandeur Burney. Il a réussi à constituer une puissante société, avec le concours de capitaux américains, semble-t-il, pour l'organisation d'un service de traversée aérienne entre la Grande-Bretagne et l'Amérique. Les essais du *R 100* devaient avoir lieu cet automne. Les plans d'unités plus grandes encore sont élaborés. Les futurs paquebots fileront quatre-vingt-quinze milles à l'heure; à l'allure de soixante milles, leur rayon d'action sera de seize mille milles. Ils transporteront cent soixante-dix passagers, résisteront à tous les vents, passeraient d'Angleterre en Amérique en quarante-huit heures, et en trente-huit en sens inverse. C'est-à-dire qu'ils pourraient aller à Bombay sans faire escale, en quarante-huit heures. Mais le trafic de l'Atlantique est le plus intense. C'est la ligne des États-Unis que l'on veut réaliser d'abord. Le commandeur Burney en attend même d'importants bénéfices : il reconnaît que les autres lignes océaniques ne pourront pas, tout au moins au début, se passer de puissantes subventions gouvernementales.

S'il a des partisans enthousiastes, le dirigeable ne manque pas d'ennemis. Récemment, un collaborateur qui signe « Nauticus » dans une grande revue maritime anglaise, ne se gêne pas pour traiter de chimères ces brillantes théories. C'est, selon lui, « le plus grand roman du vingtième siècle ». Rien n'est, prétend-il, plus problématique que la distance que l'on parcourt un bâtiment aérien. Tout est fonction de la vitesse du vent, contre lequel il faut résister. Trois mille milles, parcourus par un navire, en trente heures, peuvent être réduits à cinq mille dans l'air. Le même voyage peut durer cent heures ou trois cents, selon que le vent est favorable ou contraire. Il est impossible d'évaluer, à l'avance, la consommation de combustible. La traversée du *Comte-Zeppelin* ne semble-t-elle pas donner raison à ces critiques?

D'autre part, aucun dirigeable n'a encore obtenu de rendement économique. Tous ont été payés par les contribuables, à commencer par le *Los-Angeles*, sur lequel une nuée de savants expérimentent, comme on en a vu, par exemple, le déplacement d'un *Maurelania*, mais il ne pourra guère emporter plus de cent cinquante tonnes de poids utile.

Un autre théoricien anglais pose d'assez troublantes questions sur les perfectionnements que les auteurs du *R 100* et *R 101* auraient apportés aux plans des dirigeables antérieurs. Comment manœuvrera-t-on de pareils mastodontes dans les tempêtes les plus violentes? Comment les embrasures supporteront-elles les formidables pressions de l'air comprimé qui leur fera courir le risque d'être projetées en l'air?

Ces grands paquebots de l'air sont destinés à effectuer de longs voyages sous les latitudes les plus différentes : de Londres à Sydney, ou de Berlin à Osaka. Leurs matériaux, leurs gaz seront soumis à des influences atmosphériques variables et par là même dangereuses; les tubes extrêmement fins des moteurs seront exposés à des corrosions internes, à des variations néfastes de températures. Le logement d'un nombre aussi considérable de personnes dans une si petite enveloppe, n'enlève-t-il pas de graves inconvénients? Il y a lieu de faire remarquer que la nature des combustibles nouveaux — même si l'on parvient jamais à employer des moteurs Diesel — garantira peut-être mieux que par le passé les dirigeables contre l'incendie. Mais il faut attendre les résultats des expériences en cours. Jusqu'à nouvel ordre, seuls les États-Unis possèdent sur leur sol un gaz vraiment inflammable, l'hélium, mais — malgré tous leurs efforts — les Américains ne parviennent pas à le rendre utilisable.

Le grand dirigeable allemand, le *Comte-Zeppelin*, est en matière de trafic marchand, et pour les liaisons d'un grand empire comme l'empire anglais. Il n'ouvre pas d'assez brillantes perspectives aux stratèges. Son grand défaut, le commandeur Burney lui-même, l'a reconnu dans une très suggestive étude publiée, cette année même, dans la revue de défense impériale anglaise, *The Journal of the Royal United Service Institution*. Le commandeur déclare, avec regret, que le gouvernement américain paraît être le seul à avoir compris la valeur du dirigeable comme instrument d'éclairage à longue portée.

Il est, en effet, indéniable, qu'un bâtiment aérien doué d'un aussi grand rayon d'action que le *Los-Angeles* ou, à fortiori, un *R 101* perfectionné, rendra à la flotte américaine du Pacifique un service essentiel : celui de pouvoir porter ses regards à d'immenses distances, bien supérieures à celles que pourraient explorer des avions ou des bâtiments de surface légers. Les Américains ont, d'ailleurs, encore augmenté la portée de ce grand éclaireur naval, en dotant d'un grand ballon dirigeable, le *Patoka*, bâtiment auxiliaire de la flotte, à été aménagé spécialement pour cet usage. Il a été doté d'un mat d'amarage, sans doute de dimensions plus modestes que ceux de Cardington ou Karachi, mais suffisamment solide pour

Nelly était parfois si enfant, toujours si inconsciente! Ses habitudes d'étranger pouvaient la laisser si complètement sans défense... La jeune châteline, se rappelant les confidences de sa belle-sœur, eut soudain le sentiment d'une responsabilité: n'avait-elle pas eu tort de cacher la situation délicate de l'ex-madame de Morlaing? On l'avait soumise d'une curiosité indiscrète, il est vrai; mais n'aurait-il pas été préférable que chacun connût la véritable situation familiale de Nelly?

Cependant l'Américaine répondait en protestant : — Maccompagner, Marcelle? Oh! non! Je ne suis pas une enfant. Ne craignez point pour moi: je sais très bien faire! Et pour le tableau, vous verrez seulement quand tout sera fini. J'ai décidé: personne saura rien avant. — Mais enfin, demanda l'honnête James, qu'est-ce qui représente, ce tableau? — Moi, j'ai dit: répète fièrement Nelly. Il est étrange et beau, n'est-ce pas? — La jeune glorieuse se mit à nouveau dans son regard. On l'eût tude sans la faire parler d'ailleurs, Carvey le comprit, et admissa, sans sourcil, Marcelle, tourmentée comme chaque fois que se heurtaient les mentalités des deux races, étonnée d'un soupçon.

Celle qui jusqu'à vingt-cinq ans avait été Marcelle de Nancé, et avait conservé, comme son plus précieux trésor, sa culture traditionnelle française, bien que prenant un nom américain, dormait paisiblement dans son lit, en France, à l'heure où elle se réveillait, elle était dérangée de ses promesses la maman de Janet. A quoi aboutirait l'aventure d'un Nelly s'élant engagée? Mais comment influencer la jeune femme qui s'en allait dans la vie avec une assurance triomphante et redoutable? Marcelle avait expérimenté que rien n'est plus inutile qu'un conseil non sollicité. Elle ne pouvait rien dire; mais James, s'il le voulait, avait le droit de lui parler de sa sœur.

Elle se dirigea vers le parloir où elle savait trouver son mari: tout à l'heure il était enfoncé avec les enfants, aussi gai qu'eux, sous les embrasements berçants des nids. Bien sûr, Marcelle le découvrait près d'une des tours, surveillant une partie de cache-cache fort animée; le visage du jeune Américain s'éclaira en voyant paraître sa femme.

que le *Los-Angeles* ait déjà pu s'y accrocher au cours de longues croisières au large.

Un second rôle, important pour les dirigeables britanniques, consisterait à transporter avec une rapidité considérable, si on le compare à celle d'un navire — fût-il croiseur — un certain nombre d'avions de combat ou un contingent assez nombreux avec armement et bagages sur un point menacé de l'ennemi.

Mais tous ces avantages ne sont-ils pas annihilés d'un coup par une simple hypothèse — à laquelle le commandeur Burney lui-même déclare ne pas pouvoir échapper — celle où le dirigeable se heurterait à des attaques d'avions? Il est obligé de reconnaître qu'il serait dangereux pour un *R 100* d'approcher à deux cents milles d'une base d'aviation. Et, bien qu'il tienne pour peu probable l'apparition dans des parages lointains de grands porte-avions, eux-mêmes très vulnérables, celle-ci n'est pourtant pas théoriquement impossible. Le mastodonte aérien serait rapidement et inévitablement rattrapé par des essais d'avions, de chasse, voués à une destruction assurée. Et comme, d'ailleurs, tous les experts au cours de la dernière guerre, le commandeur Burney avoue que la valeur militaire du dirigeable est « à peu près nulle ».

La valeur commerciale reste aléatoire. Les auteurs du *R 100* et *R 101* ne sont pas encore fixés sur leur prix de revient, encore moins sur le rendement de leur exploitation. Il convient donc d'attendre, pour se prononcer sur cette question, non négligeable cependant, en matière de transports. L'aéronautique française se doit de ne pas perdre de vue le problème de la suite avec l'attention qu'il mériterait les efforts coûteux, à certains égards grandioses, tentés à l'étranger pour la renaissance du dirigeable. Mais la traversée mouvementée, et qui a failli tourner au tragique, du *Comte-Zeppelin*, n'apporte pas d'argument décisif en faveur des thèses, allemande et anglaise, qui voient dans ces mastodontes des instruments normaux de liaison interocéanique.

EDMOND DELAGE.

NOUVELLES DU JOUR

M. Herriot et le rapprochement franco-allemand

M. von Gerlach avait demandé à M. Herriot, lors de son séjour à Berlin, de faire un détour par Nuremberg pour assister à l'assemblée de la Société allemande de la paix. M. Herriot a répondu par écrit qu'il était obligé de rentrer directement à Paris, mais qu'il donnait l'assurance qu'il restait fidèle à la grande cause de la paix et de la réconciliation franco-allemande.

Au ministère du travail

Le ministère du travail a reçu hier la commission permanente du conseil national économique qu'il avait désiré entretenir du problème du logement. Rappelant les grandes lignes de son projet, le ministre lui fait observer qu'il était largement inspiré des idées émises par le conseil national économique, avec lequel il s'est déclaré désireux de continuer une étroite collaboration, tant en ce qui concerne la question du logement elle-même que de différentes autres questions intéressant la vie économique du pays et qui sont du ressort de son département.

La santé de M. Chaumet

M. Charles Chaumet, sénateur de la Gironde, ancien ministre, qui, ainsi que nous l'avons annoncé, avait dû quitter brusquement la séance d'inauguration du congrès des Français de l'étranger, a été pris d'une crise aigüe d'appendicite.

Une opération immédiatement pratiquée semble avoir parfaitement réussi.

Dans le parti républicain socialiste français

La commission administrative du parti républicain socialiste et socialiste français a voté à l'unanimité l'ordre du jour suivant : La commission administrative du parti républicain socialiste et socialiste français proteste énergiquement contre l'introduction arbitraire dans le budget des articles 70 et 71 tendant à porter atteinte au grand principe de laïcité, base de la démocratie. Et comme les ministres appartenant à des formations de gauche aient pu permettre cette introduction; Regrette vivement que l'absence d'un certain nombre de députés sénateurs républicains et socialistes ait permis la vote, par la commission des finances de la Chambre, des articles incriminés; Insiste particulièrement auprès de ses élus pour que, lors du débat public, ils demandent avec fermeté le respect absolu des lois laïques, et passe à l'ordre du jour.

Le congrès des Français de l'étranger

Sous la présidence du vice-amiral Dumesnil, la fédération des anciens combattants résidents hors de France, s'est réunie, hier après-midi, pour la première fois, à l'occasion du congrès des Français de l'étranger, et a commencé ses travaux.

L'amiral Dumesnil a salué les congressistes et a résumé les motifs qui l'ont poussé à organiser cette consultation générale au cours de laquelle, pour la première fois, les anciens combattants français des cinq parties du monde établissent en commun la carte de leurs légitimes revendications. Ceux qui sont venus de tous les points du globe pour défendre leur patrie menacée ont à présent le souci de voir leur pays rayonner au dehors.

Parmi les personnalités présentes, citons : MM. Rondet-Saint, directeur de la Ligue maritime et coloniale française; Pierre Baudet, président général du congrès des Français de l'étranger et vice-président délégué de la fédération des anciens combattants résidents hors de France; Roussière, le docteur Weiss, MM. Hubert-Aubert et Bloch, représentants des associations métropolitaines d'anciens combattants et de mutilés. Et, parmi les délégués des anciens combattants habi-

tant hors de la métropole : MM. Monseran (Shanghai), le colonel de Renty (Varsovie), Laclette (Mexico), Brault (New-York), A. Guérin (Buenos-Aires), Thébaud (Lisbonne), (Portugal), Grubang (Espagne), de Chabrière et colonel Juge (Tunis), Grosbois (Nouméa), Vincent et Herbet (Charleroi), Bardot et Adeline (Londres), Aigon (Turin), V. Mille (Constantinople).

En même temps que se réunissait la fédération internationale des anciens combattants, les travaux du congrès des Français de l'étranger et, hier après-midi, sous la présidence de M. Henry de Jouvenel, sénateur, s'est réunie la section universitaire de ce congrès. M. Girardin, recteur de l'université de Strasbourg, a présenté un rapport sur les stages des jeunes Français à l'étranger, et des jeunes étrangers en France, sur le régime des établissements français ou francisants à l'étranger, leur développement, et les encouragements à donner aux établissements existants.

Le congrès a ensuite examiné la question du 1^{er} français à l'étranger, la propagande scientifique, le statut des professeurs français à l'étranger. Des déclarations ont été faites au nom des Français d'Egypte et de Buenos-Aires réclamant le rétablissement du noviciat. En Argentine, en effet, les écoles ont dû être abandonnées, faute de professeurs de nationalité française.

Les vœux suivants ont été émis :

- a) Que la valeur des subventions aux diverses œuvres d'enseignement et de diffusion de la langue soit régulièrement constatée par les gouvernements pays, et en tenant compte dans la plus large mesure de la perte au change;
- b) Que l'Etat autorise le fonctionnement des noviciats indispensables pour assurer le recrutement des religieux français qui enseignent notre langue à l'étranger et dans nos propres colonies;
- c) Le congrès considérant qu'il est d'une importance vitale pour l'expansion intellectuelle de la France que le personnel d'enseignement détaché à l'étranger puisse être recruté parmi des éléments de choix et qu'il est très important que ce personnel jouisse, au yeux de l'étranger, du prestige attaché à la qualité de membre de l'université de France, émet le vœu :
 - 1° Qu'on remette en vigueur, le plus rapidement possible, la loi du 5 septembre 1923, avec effet à partir du 1^{er} janvier 1925, et pour une nouvelle période de douze ans;
 - 2° Que soient étudiés les moyens d'assimiler complètement — au point de vue des services universitaires — aux emplois de l'université de France, les postes d'enseignement français résidents dans des œuvres françaises au ministère des affaires étrangères.

Dans sa séance de ce matin, le congrès a examiné, sous la présidence de M. Honnorat, le statut des Français de l'étranger. A 15 heures, s'est réunie, sous la présidence de M. Andrieux, la section des transports maritimes. L'issue de la séance, les congressistes se rendront au tombeau du Soldat inconnu, où ils ramèneront la flamme.

A la chambre de commerce

Les délégués au congrès des Français de l'étranger se sont rendus, dans la soirée, à la chambre de commerce de Paris, qui avait organisé, en leur honneur, une réception. Après avoir souhaité la bienvenue aux congressistes, M. André Baudet, président, dit combien la chambre de commerce de Paris s'intéressait à leurs travaux et les félicita d'appartenir à cette élite de Français qui sont les « témoins » de notre pays à l'étranger et qui ont le devoir de rendre à leur pays l'influence morale et matérielle qu'ils y exercent. En l'absence de M. Chaumet, M. Rondet-Saint, remercia la chambre de commerce de la brillante réception qu'elle avait réservée aux congressistes. Puis il a indiqué que le congrès avait pour objet de réunir tous les Français dans une œuvre commune. M. Pierre Luytey parla au nom des anciens combattants résidents à l'étranger. Il dit l'influence des anciens combattants dans les pays étrangers, notamment, en maintenant d'étroites relations avec la France, et en participant au combat au côté des Français qui les ont aidés.

Les opérations des caisses d'épargne

Voici les résultats, parvenus du 1^{er} au 15 octobre, des opérations des caisses d'épargne ordinaires avec la Caisse des dépôts et consignations :

Dépôts de fonds.....	69.167.638 35
Retraits de fonds.....	22.247.106 70
Excédent de dépôts.....	46.920.531 65

L'excédent de dépôts du 1^{er} janvier au 15 octobre 1928 atteint ainsi 2.468.645.700 fr. II.

A L'HOTEL DE VILLE

Convocation du Conseil municipal

Par arrêté du préfet de la Seine la session du Conseil municipal s'ouvrira le mercredi 7 novembre prochain.

Une « Maison de poésie »

Le poète Emile Blémont, mort en 1927, à l'âge de 87 ans, laissait une fortune importante à ses héritiers à charge par eux de créer à Paris, de créer et d'entretenir une fondation parisienne dite « Maison de poésie ».

Afin de répondre au vœu du testateur, MM. Rior et Lemarchand ont déposé une proposition invitant l'administration à se mettre en rapport avec l'excédent de la fondation testamentaire de Blémont pour la réalisation et le fonctionnement de cette fondation.

L'alimentation de Paris en eau

Parmi les projets destinés à donner à Paris les eaux d'alimentation qu'exige l'accroissement de sa population figure celui du captage et de l'adduction des eaux des Vals-de-Loire. Consulté par le préfet de la Loire sur l'avant-projet déposé par la ville de Paris, la chambre de commerce de Saint-Etienne a donné un avis favorable sous la réserve que les intérêts des riverains soient entièrement sauvegardés et qu'elle-même soit appelée à défendre, concurrentement avec les autres groupements d'intérêts, les intérêts de celui-ci lorsque l'utilisation de l'énergie hydraulique contenue dans le barrage-réservoir de Villerest sera envisagée.

La publicité murale

M. Paul Bouju, préfet de la Seine, a présidé hier une commission spéciale chargée d'élaborer un projet de réglementation de la publicité murale destinée à sauvegarder l'esthétique des voies de Paris.

LES ÉLECTIONS DES CONSEILS GÉNÉRAUX

CHARENTE-INFÉRIEURE.

Dans le canton de Royan, M. Boulan, radical socialiste, conseiller sortant, a été réélu. Dans le canton de Saintes (Sud), M. Bonnet, radical socialiste, conseiller sortant, a été également réélu.

Concours. Dans le canton de Vicoigne, il y a eu ballottage. Ont obtenu : MM. Lardet, républicain de gauche, 643 voix; Lagrave, S. F. I. O., 538; Chansiaud, communiste, 234 voix.

Concours. Dans le canton de Bonifacio, M. Carrega, conseiller sortant, républicain de gauche, a été réélu.

Dordogne. Dans le canton de Montgrier, M. Roby, radical, conseiller sortant, a été réélu.

Garonne (Haute-). M. Jean Gruppi, ancien ministre des affaires étrangères, qui a été pendant trente ans conseiller général du canton de Cadours et pendant quinze ans président du conseil général, déclare que, s'étant retiré de la vie politique il y a cinq ans, il n'était pas candidat aux élections de dimanche dernier et s'est contenté de désigner son successeur qui a été élu.

Hérault. Dans le canton de Béziers (2^e), il y a eu ballottage. Ont obtenu : MM. Blanchon, radical socialiste, conseiller sortant, 1.766 voix; Granier, S. F. I. O., 1.082 voix; Vergnolles, communiste, 137 voix.

Marne. Dans le canton de Castries, il y a eu également ballottage. Ont obtenu : MM. Guide, conseiller sortant, radical socialiste, 701 voix; Sabatier, conservateur, 304; Paloc, républicain socialiste, 436.

Marne (Haute-). Dans le canton de la Ferté-sur-Aube, M. Petit, radical socialiste, conseiller sortant, a été réélu.

Moselle. Dans le canton de Rohrbach, il y a eu ballottage. Ont obtenu : MM. Morange, républicain national, conseiller sortant, 954 voix; Klein, communiste, 674 voix; Krebs, républicain national, 596 voix; Kieffer, indépendant, 228 voix.

Pas-de-Calais. Dans le canton de Vimy, il y a eu ballottage. Ont obtenu : MM. Frémey, conseiller sortant, radical indépendant, 3.324 voix; Viseur, communiste, 1.456 voix; Marty, ancien député, communiste, 1.775 voix.

Var. Dans le canton d'Hyères, il y a eu ballottage. Ont obtenu : MM. Bellaguet, S. F. I. O., 1.359 voix; Meunier, communiste, 126; Guido, républicain socialiste, 1.022 voix.

La Réunion. Voici les résultats des élections cantonales de dimanche dernier : Liste Chabrier, élu; Saint-Benoît, liste Morange, élu; Saint-Pierre, liste Archambeaud, élu; Saint-Leu, liste Lagourgue, élu; Saint-Joseph, liste Lavie, élu.

Les parlementaires élus

A la liste publiée hier, aux Dernières nouvelles, des parlementaires élus conseillers généraux il convient d'ajouter les noms suivants :

SÉNATEURS ÉLUS

Républicains : MM. Chauveau (Côte-d'Or), Fortin (Finistère).

DÉPUTÉS ÉLUS

Républicain démocrate : M. Pinault (Ille-et-Vilaine).

Radicaux de gauche : M. Boissel-Dombreville (Manche), Bicoi (Alger), Molle (Oran).

Républicains radicaux : MM. Guernier (Ille-et-Vilaine), Pacaud (Vendée).

Radical socialiste : M. Laumond (Corrèze).

Rectifications

C'est par erreur que le nom de M. Dupin, député de la Loire, a été mentionné parmi les députés battus aux élections au conseil général.

M. Dupin n'est pas candidat.

Tactique électorale

LES COMMUNISTES ET LES SOCIALISTES

L'Humanité, considérant que, « seul parti véritable de la classe ouvrière, le parti communiste ne saurait se prêter aux tractations et maquignonnages des partis bourgeois et socialistes », annonce que tous ses candidats en ballottage seront maintenus pour le scrutin du 21 octobre.

LES SOCIALISTES ET LES RADICAUX

Puy-de-Dôme. — La fédération socialiste du Puy-de-Dôme a décidé de maintenir tous ses candidats au scrutin de ballottage des élections cantonales. Cette décision est motivée par le fait que, depuis le premier tour de la fédération radicale n'a pas désigné l'appui que les partis de droite ont apporté à ses candidats.

Les démissions

ALPES-MARTIMES. — A la suite de la démission de M. Alexandre Marié, conseiller municipal de Nice, sept adjoints et neuf conseillers municipaux ont également démissionné leurs fonctions.

A Beausoleil, M. J.-B. Bonnard, deuxième adjoint au maire, candidat malheureux au scrutin de dimanche dernier, a démissionné de ses fonctions. M. Bonnard, qui patronnait sa candidature, a adressé leur démission au préfet des Alpes-Maritimes.

SAVOIE. — M. Léon Bernard, maire de Moutiers, mis en minorité au scrutin pour les conseillers d'arrondissement, vient de donner sa démission de maire et de conseiller municipal.

Le déclin du communisme

ALLIER. — Les communistes ont perdu deux sièges : ceux de Montluçon-ouest, gagné par M. Paul Gonnans, député, socialiste S. F. I. O., et de Montluçon-est, gagné par M. Beupin, socialiste S. F. I. O.

OISE. — Le scrutin cantonal consacré, dans l'Oise, le déclin du communisme depuis les dernières élections législatives qui avaient marqué déjà une régression très nette dans ce département : les 13.482 suffrages communistes de 1924, qui étaient tombés à 9.505 le 22 avril dernier, sont réduits, depuis dimanche, à 920.

Si l'on constate que le parti communiste a fait, pour ses élections cantonales, un nouvel effort de propagande, on est en droit de conclure que l'effacement du communisme est dû à la faiblesse de celui-ci lors de l'utilisation de l'énergie hydraulique contenue dans le barrage-réservoir de Villerest sera envisagée.

La publicité murale

M. Paul Bouju, préfet de la Seine, a présidé hier une commission spéciale chargée d'élaborer un projet de réglementation de la publicité murale destinée à sauvegarder l'esthétique des voies de Paris.

bras et l'étreignit tendrement, quoique avec précaution, car il craignait toujours un peu de casser sa mignonne Française. Puis, à longues enjambées, il s'en fut vers ses terres de Cazais.

Marcelle revint vers les enfants. C'était l'heure habituelle de leur leçon de lecture. Généralement la jeune mère apportait à cette tâche une grande patience et beaucoup d'entraînement. Aujourd'hui sa pensée s'élevait: elle n'avait pas rencontré chez James la compréhension coutumière, ils n'avaient pas parlé le même langage.

Une châteline s'efforça de secouer la tristesse qu'éveillait en elle cette constatation: n'était-elle pas sûre de l'affection de son mari? Ah! combien elle eût souhaité être aussi certaine que Nelly ne courait pas vers une bigamie légale que Marcelle ne pouvait envisager sans un sentiment de révolte intime!

Mais quoi? La jeune Américaine n'avait pas caché son désir de vivre encore Marcelle entendait toujours l'écho de sa voix profonde qui proclamait, il y avait peu de jours, la nécessité de l'amour sans quoi la vie ne peut pas d'être belle. Et maintenant, la pensée de Mme Carvey se présentait l'image de Morlaing, distingué, sympathique. La jeune femme le revoyait dans le parc, penché sur sa fille.

Maman, ma tante, ma tante! criaient tout à coup les enfants. Marcelle leva les yeux. La jeune Américaine approchait. Elle ramenait de la forêt, une boîte de bruyères sur sa selle. La joie de la course, sans doute — une autre joie, peut-être — mettait des roses à ses joues; une chanson ou à l'œuvre, une allégresse aux yeux, elle personnifiait le bonheur triomphant.

Août commençant valait la forêt de magnificence. Les feuillages avaient perdu leurs teintes printanières, évocatrices de naissances fraternelles; ils n'arboraient point encore leur parure d'été, messagère des décolorées printemps. C'était le temps que les frondaisons commencent à se décolorer, que les ramures se couvrent de longs d'été; c'était le temps aussi que pour le jour croissant dans le cœur de la forêt, le jour croissant de son modèle, la merveilleuse fleur d'été commençait à se faner.</

